



Mr Paul Kingsley CLARK
Barrister, Garden Court Chambers
57-60 Lincoln's Inn Fields
HOLBORN - LONDON WC2A 3LJ
UNITED KINGDOM

GRANDE CHAMBRE

CEDH-LF21.10R (mod.)
ADU/KKM/lic

Strasbourg, le 12 septembre 2022

PAR VOIE ÉLECTRONIQUE UNIQUEMENT

Requête n° 39371/20

Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres

Maître,

Pour faire suite à ma lettre du 12 juillet 2022, je vous informe que par décision des juges rapporteurs dans l'affaire, les mémoires des parties devraient répondre aux questions jointes à la présente lettre (en français et en anglais).

Je vous rappelle que les parties ont jusqu'au **5 décembre 2022** pour soumettre leurs mémoires sur la recevabilité et le fond de l'affaire. Vos observations devront notamment traiter des questions énoncées dans le document ci-après et ne devront en principe pas dépasser cinquante pages.

Veuillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

Søren Prebensen
Greffier adjoint de la Grande Chambre

P.J. : Questions aux parties (en français et en anglais)

Questions aux parties

A. Sur l'objet du litige

1. Les arguments soulevés par les requérants dans leurs observations du 9 février 2022, notamment ceux relatifs à la violation alléguée de l'article 3 de la Convention, font-ils partie des griefs ou des « prétentions » des requérants « soumis » à la Cour dans leur requête initiale (voir *Radomilja et autres c. Croatie* [GC], nos 37685/10 et 22768/12, §§ 109 and 121-122, 20 mars 2018) ?

B. Sur la juridiction

2. Les requérants relèvent-ils de la juridiction des États défendeurs au sens de l'article 1 de la Convention (voir, par exemple, *Loizidou c. Turquie* (fond), 18 décembre 1996, §§ 52-57, *Recueil des arrêts et décisions* 1996-VI, *Banković et autres c. Belgique et autres* (déc.) [GC], n° 52207/99, §§ 59-73, CEDH 2001-XII, *Al-Skeini et autres c. Royaume-Uni* [GC], n° 55721/07, §§ 130-142, CEDH 2011, et *M.N. et autres c. Belgique* [GC] (déc.), n° 3599/18, §§ 96-109 and 112-113, 5 mai 2020) ?

2.1. Les faits dénoncés relèvent-ils de la juridiction des États défendeurs, et sont-ils de nature à engager leur responsabilité, au sens de l'article 1 de la Convention compte tenu de la série de facteurs invoqués par les requérants dans leurs observations du 9 février 2022, à savoir : (i) l'exercice allégué par des États défendeurs d'un contrôle sur les intérêts des requérants au titre de la Convention ; (ii) l'existence alléguée d'un lien de causalité entre les activités des États défendeurs et les effets sur les requérants ; (iii) la prévisibilité et/ou la connaissance alléguée(s) par les États défendeurs de tels effets sur les requérants ; (iv) la longue durée des effets des actes/omissions alléguées ; (v) la circonstance alléguée que ces effets sont liés à des activités se déroulant sur le territoire et/ou sous le contrôle des États ; (vi) la circonstance alléguée que la protection des intérêts des requérants demande que tous les États défendeurs prennent des mesures dans la limite de leur capacité ; (vii) les règles pertinentes du droit international qui conduiraient à conclure à l'existence d'une juridiction ?

2.2. Dans ce contexte, la jurisprudence actuelle doit-elle être développée pour tenir compte des particularités du changement climatique (voir *Banković et autres*, précitée, §§ 64-66) ?

C. Sur l'épuisement des recours internes

3. Les requérants ont-ils épuisé les voies de recours internes, comme l'exige l'article 35 § 1 de la Convention (voir, par exemple, *Vučković et autres c. Serbie* (exception préliminaire) [GC], nos 17153/11 et 29 autres, §§ 69-77, 25 mars 2014) ? En particulier, y a-t-il dans les États défendeurs des recours efficaces, prévus par la loi ou/et (complétés) par la jurisprudence, judiciaire ou pas, permettant le contrôle des engagements pris par ces États en matière de lutte contre le changement climatique, ainsi que leur mise en œuvre, dans l'optique notamment des articles 2 et/ou 8 de la Convention ?

3.1. Le cas échéant, les autorités nationales, notamment les tribunaux, ont-ils, dans le cadre de ces procédures, compétence pour examiner des demandes de personnes se trouvant en dehors du territoire national ?

D. Statut de victimes

4. Les requérants, peuvent-ils être considérés comme victimes, actuelles et/ou potentielles, au sens de l'article 34 de la Convention tel qu'interprété par la Cour (voir, par exemple, *Caron et autres c. France* (déc.), n° 48629/08, 29 juin 2010, *Aly Bernard et autres et Greenpeace – Luxembourg c. Luxembourg* (déc.), n° 29197/95, 29 juin 1999, *Di Sarno et autres c. Italie*, n° 30765/08, § 80, 10 janvier 2012, et *Yusufeli İlçesini Güzelleştirme Yaşam Kültür Varlıklarını Koruma Derneği c. Turquie* (déc.), n° 37857/14, §§ 36-37, 7 décembre 2021), d'une violation des droits de la Convention invoqués en l'espèce en ce qui concerne les impacts liés à la chaleur, les incendies de forêt et leur fumée, la pollution atmosphérique et les allergènes, ainsi que les impacts sur la santé mentale ?

4.1. À cet égard, compte tenu de leur âge, les requérants appartiennent-ils à une catégorie spécifique de la population particulièrement touchée par le changement climatique ?

E. Sur l'applicabilité des dispositions de la Convention

5. Les dispositions de la Convention invoquées par les requérants, sont-elles applicables à leur cause ? Plus précisément, les faits dénoncés sont-ils de nature à engager :

(a) le droit à la vie des requérants consacré par l'article 2 (voir, concernant l'applicabilité de l'article 2, *Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie* [GC], n° 41720/13, §§ 140-143, 25 juin 2019 ; voir aussi *Boudaïeva et autres c. Russie*, n°s 15339/02 et 4 autres, § 146, CEDH 2008 (extraits), et *Brincat et autres c. Malte*, n°s 60908/11 et 4 autres, §§ 79-85, 24 juillet 2014) ? ; et/ou

(b) l'article 8 concernant le droit des requérants au respect de la vie privée et familiale et de leur domicile (voir, par exemple, *Ivan Atanasov c. Bulgarie*, n° 12853/03, § 66, 2 décembre 2010, et *Cordella et autres c. Italie*, n°s 54414/13 et 54264/15, § 157, 24 janvier 2019) ?

5.1. En outre, dans l'hypothèse où la réponse à la question 1 ci-dessus est affirmative, l'article 3 de la Convention, est-il applicable en l'espèce (voir, par exemple sur l'applicabilité de l'article 3, *Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie* [GC], n° 41720/13, §§ 121-123, 25 juin 2019 ; voir aussi *Brincat et autres c. Malte*, n°s 60908/11 et 4 autres, § 130, 24 juillet 2014) ?

5.2. L'article 14, est-il applicable en ce qui concerne la discrimination alléguée basée sur l'âge des requérants (voir *Schwizgebel c. Suisse*, n° 25762/07, § 85, CEDH 2010 (extraits)) ?

F. Sur le fond

6. En cas de réponses affirmatives aux questions 5 (a) et (b), y a-t-il eu violation en l'espèce des articles 2 et 8 de la Convention ?

6.1. En particulier, les États défendeurs se sont-ils acquittés de leurs obligations positives de prendre toutes mesures appropriées pour protéger la vie aux fins de l'article 2, notamment de leur devoir primordial de mettre en place un cadre législatif et administratif visant une prévention efficace et dissuadant de mettre en péril le droit à la vie (voir, par exemple, *Öneryıldız c. Turquie* [GC], n° 48939/99, §§ 89-90, CEDH 2004-XII, et *Boudaïeva et autres*, précitée, §§ 129-136) ? ;

6.2. Ces États se sont-ils acquittés de leur obligation de prendre toutes les mesures raisonnables et adéquates pour protéger les droits des requérants consacrés par l'article 8 de la Convention et, avant tout, de leur devoir primordial de mettre en place un cadre législatif et administratif visant à une prévention efficace des dommages à l'environnement affectant les requérants (voir, par exemple, *Tătar c. Roumanie*, n° 67021/01, § 88, 27 janvier 2009, *Greenpeace E.V. et autres c. Allemagne* (déc.), n° 18215/06, 12 mai 2009, et *Jugheli et autres c. Georgie*, n° 38342/05, §§ 75-76, 13 juillet 2017) ?

6.3. Dans ce contexte :

6.3.1. Quelle est l'étendue de la marge d'appréciation des États dans ce domaine et quels facteurs doivent être pris en compte pour déterminer celle-ci ?

6.3.2. Compte tenu de l'absence d'une disposition spécifique concernant la protection de l'environnement dans la Convention ou ses protocoles additionnels, quelle est la pertinence du concept d'interprétation harmonieuse de la Convention avec d'autres normes de droit international (voir, par exemple, *Demir et Baykara c. Turquie* [GC], n° 34503/97, §§ 67-68, CEDH 2008), notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992) ;

L'Accord de Paris (2015) ;

le projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses de la Commission du droit international (2001) ; et

le Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement et du Conseil européen du 30 juin 2021 (« loi européenne sur le climat ») ;

la Résolution de l'Assemblée générale d'OON « Droit à un environnement propre, sain et durable », A/76/L.75, 26 juillet 2022 ?

6.3.3. En outre, eu égard au fait que la Convention est un instrument vivant, à interpréter à la lumière des conditions de vie actuelles (voir, par exemple *Demir et Baykara*, précitée, § 68), dans quelle mesure la nécessité de lutter contre le changement climatique, donnant lieu à des évolutions dans l'interprétation des droits fondamentaux au niveau national (voir, par exemple, l'arrêt *Urgenda* de la Cour suprême des Pays-Bas, 20 décembre 2019, ECLI:NL:HR:2019:2006, et l'arrêt de la Cour constitutionnelle de l'Allemagne, 24 mars 2021, ECLI:DE:BVerfG:2021:rs20210324.1bvr265618), pourrait-elle être pertinente pour l'interprétation des dispositions de la Convention ?

6.4. Compte tenu des facteurs indiqués ci-dessus, les États défendeurs se sont-ils acquittés des obligations invoquées par les requérants sous la Convention s'agissant : des émissions de gaz à effet de serre sur les territoires sous leur contrôle, de l'extraction de combustibles fossiles et de leur exportation, des émissions provenant des biens importés, et les émissions extraterritoriales des entités domiciliées et/ou sous contrôle dans les États défendeurs ?

7. En cas de réponses affirmatives aux questions 1 et 5.1 ci-dessus, y a-t-il eu violation en l'espèce de l'article 3 de la Convention ?

8. En cas de réponse affirmative à la question 5.2 ci-dessus, y a-t-il eu violation en l'espèce de l'article 14 de la Convention pris en combinaison avec les articles 2 et/ou 8 de la Convention et/ou en combinaison avec l'article 3 de la Convention ?

9. Dans l'hypothèse où l'article 46 de la Convention serait appliqué en l'espèce, quelles considérations devraient guider la Cour dans l'indication des mesures générales à prendre par les États défendeurs ?

Questions to the parties

A. Scope of the case

1. Do the arguments raised by the applicants in their observations of 9 February 2022, and particularly those concerning the alleged violation of Article 3 of the Convention, form part of the applicants' complaints or "claims" "referred to" the Court in their original application (see *Radomilja and Others v. Croatia* [GC], nos. 37685/10 and 22768/12, §§ 109 and 121-22, 20 March 2018)?

B. Jurisdiction

2. Do the applicants come within the jurisdiction of the respondent States for the purposes of Article 1 of the Convention (see, for example, *Loizidou v. Turkey* (merits), 18 December 1996, §§ 52-57, *Reports of Judgments and Decisions* 1996-VI; *Banković and Others v. Belgium and Others* (dec.) [GC], no. 52207/99, §§ 59-73, ECHR 2001-XII; *Al-Skeini and Others v. the United Kingdom* [GC], no. 55721/07, §§ 130-42, ECHR 2011; and *M.N. and Others v. Belgium* (dec.) [GC], no. 3599/18, §§ 96-109 and 112-13, 5 May 2020)?

2.1. Do the facts complained of fall within the jurisdiction of the respondent States for the purposes of Article 1 of the Convention and are they capable of engaging their responsibility, in view of the series of factors referred to by the applicants in their observations of 9 February 2022, namely: (i) the alleged exercise of control by the respondent States over the applicants' Convention interests; (ii) the alleged existence of a causal link between the respondent States' activities and the effects on the applicants; (iii) the alleged foreseeability and/or knowledge of such effects on the applicants on the part of the respondent States; (iv) the long-lasting nature of the effects of the alleged acts/omissions; (v) the allegation that those effects relate to activities within the territory and/or under the control of the respondent States; (vi) the allegation that the protection of the applicants' interests requires all the respondent States to take measures within their capacity; (vii) the relevant rules of international law, which allegedly support a finding of jurisdiction?

2.2. Against this background, does the current case-law need to be further developed in order to take account of the specific characteristics of climate change (see *Banković and Others*, cited above, §§ 64-66)?

C. Exhaustion of domestic remedies

3. Have the applicants exhausted domestic remedies as required by Article 35 § 1 of the Convention (see, for example, *Vučković and Others v. Serbia* (preliminary objection) [GC], nos. 17153/11 and 29 others, §§ 69-77, 25 March 2014)? In particular, do effective remedies exist in the respondent States, provided for by law and/or (supplemented) by the case-law, judicial or otherwise, making it possible to monitor States' commitments in terms of tackling climate change and the implementation thereof, from the standpoint of Articles 2 and/or 8 of the Convention in particular?

3.1. Where applicable, are the national authorities, and in particular the courts, empowered in the context of such proceedings to examine requests from persons outside the national territory?

D. Victim status

4. Can the applicants be regarded as existing and/or potential victims, for the purposes of Article 34 of the Convention as interpreted by the Court (see, for example, *Caron and Others v. France* (dec.), no. 48629/08, 29 June 2010; *Aly Bernard and Others and Greenpeace- Luxembourg v. Luxembourg* (dec.), no. 29197/95, 29 June 1999; *Di Sarno and Others v. Italy*, no. 30765/08, § 80, 10 January 2012; and *Yusufeli İlçesini Güzelleştirme Yaşatma Kültür Varlıklarını Koruma Derneği v. Turkey* (dec.), no. 37857/14, §§ 36-37, 7 December 2021), of a violation of the Convention rights relied on in the present case as regards the impacts of heat, wildfires and smoke from wildfires, atmospheric pollution and allergens, and the mental-health impacts?

4.1. In that connection, in view of their age, do the applicants belong to a specific segment of the population that is particularly affected by climate change?

E. Applicability of the Convention provisions

5. Are the Convention provisions relied on by the applicants applicable to their case? More specifically, are the facts complained of capable of engaging:

(a) the applicants' right to life under Article 2 (see, as regards the applicability of Article 2, *Nicolae Virgiliu Tănase v. Romania* [GC], no. 41720/13, §§ 140-43, 25 June 2019; see also *Budayeva and Others v. Russia*, nos. 15339/02 and 4 others, § 146, ECHR 2008 (extracts), and *Brincat and Others v. Malta*, nos. 60908/11 and 4 others, §§ 79-85, 24 July 2014)?; and/or

(b) Article 8 regarding the applicants' right to respect for their private and family lives and their homes (see, for example, *Ivan Atanasov v. Bulgaria*, no. 12853/03, § 66, 2 December 2010, and *Cordella and Others v. Italy*, nos. 54414/13 and 54264/15, § 157, 24 January 2019)?

5.1. Furthermore, if the answer to question 1 above is in the affirmative, is Article 3 of the Convention applicable in the present case (see, for instance, as regards the applicability of Article 3, *Nicolae Virgiliu Tănase v. Romania* [GC], no. 41720/13, §§ 121-23, 25 June 2019; see also *Brincat and Others v. Malta*, nos. 60908/11 and 4 others, § 130, 24 July 2014)?

5.2. Is Article 14 applicable as regards the alleged discrimination based on the applicants' age (see *Schwizgebel v. Switzerland*, no. 25762/07, § 85, ECHR 2010 (extracts))?

F. Merits

6. If questions 5 (a) and (b) are answered in the affirmative, has there been a violation of Articles 2 and 8 of the Convention in the present case?

6.1. In particular, have the respondent States fulfilled their positive obligation to take all appropriate steps to safeguard life for the purposes of Article 2, including their primary duty to put in place a legislative and administrative framework designed to provide effective deterrence against threats to the right to life (see, for example, *Öneryıldız v. Turkey* [GC], no. 48939/99, §§ 89-90, ECHR 2004-XII, and *Budayeva and Others*, cited above, §§ 129-36)?

6.2. Have those States fulfilled their obligation to take all reasonable and appropriate measures to secure the applicants' rights under Article 8 of the Convention and, especially, their primary duty to put in place a legislative and administrative framework designed to provide for effective prevention of the environmental damage affecting the applicants (see, for example, *Tătar v. Romania*, no. 67021/01, § 88, 27 January 2009; *Greenpeace E.V. and Others v. Germany* (dec.), no. 18215/06, 12 May 2009; and *Jugheli and Others v. Georgia*, no. 38342/05, §§ 75-76, 13 July 2017)?

6.3. In this context:

6.3.1. What is the extent of States' margin of appreciation in this sphere and what factors should be taken into account in determining it?

6.3.2. In view of the fact that the Convention and its additional protocols do not contain any specific provision concerning protection of the environment, what is the relevance of the concept of harmonious interpretation of the Convention and other instruments of international law (see, for instance, *Demir and Baykara v. Turkey* [GC], no. 34503/97, §§ 67-68, ECHR 2008), and in particular:

- the United Nations Framework Convention on Climate Change (1992);
- the Paris Agreement (2015);
- the International Law Commission's Draft Articles on Prevention of Transboundary Harm from Hazardous Activities (2001);

- Regulation (EU) 2021/1119 of the European Parliament and of the Council of 30 June 2021 (“the European Climate Law”); and
- UN General Assembly Resolution A/76/L.75 of 26 July 2022, “The human right to a clean, healthy and sustainable environment”?

6.3.3. Furthermore, in view of the fact that the Convention is a living instrument, to be interpreted in the light of present-day conditions (see, for example, *Demir and Baykara*, cited above, § 68), to what extent might the need to tackle climate change, giving rise to developments in the interpretation of fundamental rights at national level (see, for instance, the *Urgenda* judgment of the Supreme Court of the Netherlands, 20 December 2019, ECLI:NL:HR:2019:2006, and the judgment of the German Federal Constitutional Court, 24 March 2021, ECLI:DE:BVerfG:2021:rs20210324.1bvr265618), be relevant in interpreting the provisions of the Convention?

6.4. In view of the above factors, have the respondent States fulfilled the obligations referred to by the applicants under the Convention with regard to: greenhouse gas emissions on the territories within their control, the extraction and export of fossil fuels, emissions from imported goods, and overseas emissions of entities domiciled within and/or under the control of the respondent States?

7. If the answers to questions 1 and 5.1 above are in the affirmative, has there been a violation of Article 3 of the Convention in the present case?

8. If question 5.2 above is answered in the affirmative, has there been a violation of Article 14 of the Convention taken in conjunction with Articles 2 and/or 8 of the Convention and/or with Article 3 of the Convention in the present case?

9. In the event that Article 46 of the Convention is applied in the present case, what considerations should guide the Court in indicating the general measures to be taken by the respondent States?